

Jay Levy

Impacts de la criminalisation suédoise de l'achat de services sexuels sur les travailleurs du sexe

*Présenté à la conférence annuelle de la Société britannique de criminologie,
Université Northumbria, 4 juillet 2011*

<u>BACKGROUND ET MÉTHODOLOGIE.....</u>	<u>2</u>
<u>LES CONSTRUCTIONS SUÉDOISES DU TRAVAIL SEXUEL.....</u>	<u>3</u>
<u>LE MODÈLE SUÉDOIS DE PROVISION DE SERVICES.....</u>	<u>6</u>
<u>La Réduction des Risques.....</u>	<u>6</u>
<u>Usage de Drogues.....</u>	<u>9</u>
<u>La Police et les forces de Sécurité & le Système Judiciaire.....</u>	<u>10</u>
<u>ENVOYER UN SIGNAL.....</u>	<u>12</u>
<u>CONCLUSIONS.....</u>	<u>12</u>
<u>BIBLIOGRAPHIE.....</u>	<u>13</u>

Background et méthodologie

Ce document s'appuie sur des entretiens et l'observation participante menée au cours des recherches que j'ai conduites en Suède depuis 2008. Les résultats de la loi Suédoise dite sexköpslagen, loi de 1999 criminalisant l'achat de sexe, ont été le fruit de mon enquête, la Suède étant le premier pays à avoir adopté une telle législation.

Les répondants aux recherches comprennent des travailleurs du sexe, des politiciens, des travailleurs au sein d'ONG, des porte-paroles de groupes activistes et de lobby, la police, des fournisseurs de soins de santé et des travailleurs sociaux. Des relations ont été établies avec Rose Alliance, le seul collectif de travailleurs du sexe en Suède, les unités prostitution de Stockholm et Malmö, l'organisation LBGT suédoise RFSL, et les organisations pour les droits des usagers de drogues Svenskbrukarföreningen et RFHL. Ces groupes pour les droits des usagers de drogues sont alliés avec le collectif de travailleurs du sexe Rose Alliance, rapportant des expériences similaires avec les fournisseurs de services et groupes faisant autorité, ainsi qu'une aliénation, pathologisation et exclusion similaires des discours politiques, débats et évaluations. De plus, un voyage en Norvège dans un mois inclura l'exploration de la façon dont la criminalisation de l'achat de sexe a impacté le travail sexuel Norvégien.

Le document commencera avec un examen de la façon dont le travail sexuel en est venu à être compris en Suède, en attachant cela avec un peu d'Histoire discursive et législative. Le sujet principal sera une discussion sur la façon dont les discours et la législation en sont venus à impacter la provision de services et les idées entourant la réduction des risques. Les impacts des lois sur les niveaux et espaces du travail sexuel seront en outre discutés. Je ne discuterai pas le travail sexuel non-féminin ou la pathologisation des acheteurs de services sexuels en Suède, bien que ce soient des domaines additionnels de recherche à cibler.

Les constructions suédoises du travail sexuel

La loi suédoise contre l'achat de sexe est empreinte d'un discours féministe construisant le travail sexuel comme une forme de violence oppressive, perpétrée par des clients hommes contre des travailleurs du sexe à prédominance femmes: "Pour ces féministes radicales qui tiennent tout rapport hétérosexuel comme une expression du pouvoir patriarcal (par exemple, Dworkin 1987; MacKinnon 1984; Jeffreys 1990), la prostitution est peut être l'expression la plus pure de la domination masculine" (O'Connell Davidson 1995: 1). Le terme travail du sexe lui-même est vu comme une normalisation d'une industrie intrinsèquement violente et abusive:

"en Suède, les gens ne sont pas habitués à utiliser le terme 'travailleur du sexe', parce que c'est très éloigné de tout ce que la Suède, la loi, et tout le monde, les politiciens disent. Il n'y a rien que vous pourriez appeler travail sexuel en Suède."
(Entretien, 2010, Travailleur Social, Unité Prostitution de Malmö FAST)

"Ce n'est pas un travail normal. C'est pour ça. Donc nous, nous disons prostitution, nous ne pouvons pas dire 'travail du sexe'"
(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm Prostitution)

La différenciation entre le travail forcé et libre est vue comme étant une erreur, ce qui mène à la confusion entre le travail sexuel des adultes et des enfants, et le travail sexuel consensuel des migrants avec la traite des êtres humains. Cette construction du travail sexuel comme intrinsèquement violent n'a pas d'espace pour la nuance:

"ces gens, qu'on met dans la même catégorie, et bien disons que, finalement, c'est la même chose, ce n'est pas grave si vous faites €5,000 par mois, que vous vendez du sexe sans intermédiaires, de manière indépendante... vous êtes dans la même position que quelqu'un qui est forcé par des tiers, quelqu'un qui est mineur et forcé par des tiers"
(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

La violence structurelle apparemment inhérente à la prostitution signifie que la violence et les abus sont toujours présents, même s'ils ne sont pas physiquement visibles, mesurables, ou empiriquement démontrables.

Les personnes qui vendent des services sexuels sont perçues comme ayant certains antécédents d'abus et de pathologies, limitant ainsi leur capacité à agir correctement dans leur décision de commencer à vendre du sexe:

“ce qu'elles ont en commun c'est que toutes ont été abusées quand elles étaient jeunes. Pas toujours abusées sexuellement, mais de nombreuses fois... si vous aviez un autre choix que la prostitution, vous le saisissez”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

“elles ont une faible estime d'elles-mêmes, elles n'ont aucune valeur d'elles-mêmes, c'est une des raisons pour lesquelles elles arrivent ici”

(Entretien, 2009, Fondatrice du Refuge pour Femmes ROKS)

“ma conviction personnelle, qu'elle est, au fonds, elle est une victime”

(Entretien, 2009, Police de Stockholm [Chef d'Equipe de la Division Narcotiques])

Un discours sur la fausse conscience est utilisé pour expliquer les récits qui ne cadrent pas avec le modèle de traumatisme et d'oppression:

“(On dit que) si vous voyez votre situation de cette façon (comme du travail sexuel volontaire, et non de l'abus), c'est parce que, vous réagissez à un traumatisme antérieur, ou vous êtes traumatisée et réagissez à un abus sexuel antérieur... ou vous souffrez de fausse conscience”

(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Ce discours est critiqué comme ignorant un large champ de recherche documentant “le fait que beaucoup travaillent de façon indépendante (et avec succès) à leurs propres conditions” (Hubbard 2004: 1695) et aussi comme étant un moyen de mettre sous silence ces femmes dont les récits peuvent être perçus comme incompatibles avec le modèle féministe radical de l’exploitation.

Les expériences et témoignages semblent devenir discursivement visibles seulement lorsque les femmes résistent au travail sexuel ou le quittent. Comme le note Weitzer (2005: 936) : “Les femmes sont décrites comme n’ayant aucune capacité à agir, sauf quand elles résistent à être prostituées ou quand elles décident de quitter la prostitution”, et donc le témoignage de travailleuses du sexe actives, ou de celles qui ne souhaitent pas identifier le travail sexuel comme essentiellement abusif peut être disqualifié ou mis à l’écart:

“(on ne l’inclut pas dans le débat) sauf si vous êtes une ancienne prostituée. Ou un ancien client... Si vous aimez donner une image en plusieurs couleurs, ce n’est pas acceptable. Si vous la peignez en noir, ok. On peut vous écouter”
(Entretien, 2010, Travailleur Social, Unité Prostitution de Malmö KAST)

L’organisation féministe radicale ROKS, et le mouvement Suédois des refuges pour femmes, ainsi que des membres du parti Social Démocrate sont devenus de plus en plus vocaux dans le débat politique, et le système Suédois *négligeant* de consultation ayant mené et suivi la *sexköpslagen* de 1999 (voir Svanström 2004). A cela s’ajoute l’intégration politique de la pensée féministe radicale susmentionnée, construisant le travail sexuel comme de la violence de genre. La raison d’être de la criminalisation de l’achat de services sexuels était que si la demande pour le travail sexuel était enlevée, le travail sexuel et la traite en cesseraient tout simplement:

“Sans demande, pas de traite et de, pas de personnes travaillant comme prostituées”
(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Le Conseiller Principal au Bureau National de la Santé et du Bien Etre sur les questions entourant la prostitution a noté durant l’entretien que le consensus politique a été formé en faisant taire l’opposition discursive, là où Gunilla Ekberg et les féministes radicales travaillaient au sein des Femmes Sociales Démocrates

“ont vraiment fait un effort pour contrôler ce que les gens disaient, et puis, bien sûr, ne pas inviter ceux qui étaient sur la liste noire, ou sur leur liste de merde, elles ne les ont pas invités aux réunions, et bien sûr vous compreniez que votre agence ne pouvait pas être prise en compte pour les subventions publiques”

(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Comme noté par l’Unité Prostitution de Malmö:

“tout le monde doit être d’accord. Si vous ne l’êtes pas, si vous dites quelque chose de mal par rapport à ça (le discours), alors vous êtes contre l’ensemble de la loi, vous êtes contre tout ça. Et alors vous êtes exclu”

(Entretien, 2010, Travailleur Social, Unité Prostitution de Malmö FAST)

En effet, se voir refuser un financement ou être exclu de réunions ou de consultations politiques a été rapporté par certains répondants dont les organisations (par exemple l’Unité Prostitution de Malmö, Kvinnoforum, Rose Alliance) sont perçues comme étant libérales ou pro-travail sexuel.

Les efforts des autorités pour recueillir des informations sur les opinions des travailleurs du sexe ont été entravés par l’Unité Prostitution de Stockholm, l’un des trois organismes fondés par l’Etat destinés à faire diminuer les niveaux de travail sexuel. L’Unité a demandé pourquoi le Bureau National de la Santé et du Bien Etre devait communiquer directement avec les travailleurs du sexe, affirmant qu’ils avaient mandat pour parler au nom des prostituées. L’idée de fausse conscience a été utilisée ici pour affirmer que certains récits des travailleurs du sexe sont trompeurs, avec la travailleuse du sexe étant soit dans un état de déni, soit mentant activement au chercheur en question, ce qui nuit à la fiabilité d’un tel témoignage, alors que l’Unité de Prostitution entend “l’autre côté”:

“la prostitution c’est jouer un rôle, Je suis ce que tu veux que je sois, je suis excitée, je suis heureuse... c’est ce qui est difficile quand on interviewe ces gens qui sont actifs dans la prostitution et tout...”

“si vous rencontriez une de mes clientes, dans la rue, parce que vous voulez faire une interview, probablement vous entendriez une chose, mais ce que j’arrive à entendre c’est l’autre côté... elles doivent faire ça, vous savez, ‘J’ai choisi ça, c’est génial, j’adore ça, je suis très excitée, je veux ceci’, mais nous entendons l’autre côté”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

Le modèle suédois de provision de services

La réduction des risques

La Suède aspirant à créer une société libre de travail sexuel, la provision de services a été notablement impactée. La réduction des risques est perçue comme soutenant et rendant légitime des activités non désirées, telles que le travail sexuel et l'usage de drogues, sapant son ambition abolitionniste. Ces initiatives sont perçues comme permettant aux gens de continuer leur travail sexuel ou usage de drogues là où ils auraient autrement pu arrêter:

“la réduction des risques est souvent une façon de, je le pense vraiment, cela tend à maintenir les gens dans le problème... si nous prenons la façon de penser de la réduction des risques au sujet de la prostitution, une partie de ça est de voir la prostitution comme un travail normal”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

“(il y a cette idée que) on ne peut pas dire oui à la réduction des risques, parce que c'est dire oui aux drogues”

(Entretien, 2010, Présidente de RFHL)

En dépit du statut juridique de la réduction des risques en Suède, peu est disponible. Donner des préservatifs aux travailleurs du sexe au cours des tournées de sensibilisation n'est pas entrepris par l'Unité Prostitution de Stockholm, et la provision de préservatifs n'est vue que comme un moyen d'attirer les travailleurs du sexe dans les bureaux de l'Unité Prostitution (qui sont fermés la nuit quand les niveaux de travail sexuel de rue sont les plus élevés, et ne sont pas à proche proximité des zones de travail sexuel de rue).

“nous voulons, comment dire, pas juste donner des préservatifs, mais essayer et, vous savez, attraper la personne”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Bien que les travailleurs du sexe et leurs clients sont spécifiés par le Bureau National de la Santé et du Bien Etre en tant que groupes cibles de la prévention aux ITS, le Coordinateur National contre la Traite et la Prostitution (Entretien, 2009) a noté: “Si elles font autant d’argent peut être qu’elles pourraient acheter leurs propres préservatifs”.

Avec un effort si limité de distribuer des préservatifs aux travailleurs du sexe, les femmes doivent se fournir entre elles avec des préservatifs, avec des rapports supplémentaires de vol à l’étalage aux alentours de Malmskillnadsgatan, la zone de travail sexuel de rue de Stockholm.

“Quand je travaillais avant, régulièrement (dans la rue)... les filles volaient les préservatifs”

“chaque fois elles (autres travailleuses du sexe) me demandent des préservatifs, parce qu’elles savent que j’en ai. J’ai toujours environ trente préservatifs alors j’en donne à chaque fille qui en veut”

(Lisa, Entretien, 2009, FSW [Rue, Escort, Internet])

Avec l’achat de services sexuels construit comme un acte de violence, donner des préservatifs aux clients de travailleuses du sexe est perçu comme faciliter la perpétration d’un crime violent. Les tentatives de l’Unité Prostitution de Malmö de donner des préservatifs aux acheteurs de services sexuels en 2010 ont rencontré un tollé national parmi les politiciens et les médias.

“Nous avons essayé avec les préservatifs, et c’est devenu un problème national. Pas local, mais un problème national... Huit préservatifs. Et c’est devenu un problème national”

(Entretien, 2010, Travailleur Social, Unité Prostitution de Malmö KAST)

“c’est une connerie totale, je veux dire si vous donnez à quelqu’un un préservatif, le but de cette loi est d’empêcher (la) propagation de la maladie, ce n’est pas d’encourager la personne à payer pour du sexe”

(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Fournir de l'information sur comment vendre du sexe en toute sécurité est perçu comme encourager les gens à commencer à vendre du sexe.

“peut être que certaines jeunes filles qui ne sont pas dans la prostitution pour le moment, elles trouvent ça sur internet, et se disent ‘ah, peut être que ça pourrait être vraiment en sécurité, parce que j’ai ce manuel”

(Entretien, 2009, Coordinateur National contre la Traite et la Prostitution)

“puisque c’est illégal, vous ne pouvez pas, cela devient très étrange si vous informez de quelque chose qui n’est pas légal en Suède, cela serait la même chose que (si) vous informiez sur l’achat et la vente de drogues”

(Entretien, 2010, Inger Segelström, Politicienne – Sociaux Démocrates; Ancienne Leader des Femmes Sociales Démocrates)

Il y a en outre un élément de fatalisme : là où le travail sexuel est perçu comme inextricablement entouré par la violence selon le discours féministe radical, fournir de l'information sur comment éviter le danger est perçu comme futile:

“la prostitution en elle-même attire des gens étranges, et je pense que la prostitution a toujours été, et sera toujours vraiment, vraiment dangereuse...quel genre d’information donneriez vous pour aider les gens?...”

puisque mon savoir me dit que la prostitution est néfaste, on se sentirait étrange de distribuer un kit avec une alerte... Je veux dire, elles se font violer de toute façon”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

Les répondants notent la conditionnalité de l'assistance, basée sur la volonté de la travailleuse du sexe d'arrêter de vendre des services sexuels.

“J’ai peur de trop parler aux gens, parce que je ne veux pas qu’ils sachent que je suis prostituée et ensuite qu’ils viennent après moi me dire que je dois arrêter”

(Anna, Entretien, 2010, FSW [Internet Escort; Ancienne Strippeuse; Ancienne Opératrice de Téléphone rose])

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Une répondante a noté que l'Unité prostitution a refusé d'écrire à son docteur afin d'obtenir une feuille maladie, tant qu'elle n'aura pas arrêté de vendre du sexe pendant trois mois:

“(ils m’ont dit) ‘si tu arrêtes la prostitution trois mois, et que tu ne fais rien pendant trois mois, alors j’écrirai ce papier’... Donc j’étais en colère, parce que si je ne travaille pas, comment je vais gagner de l’argent? J’ai d’abord besoin d’argent, après je peux arrêter”

(Lisa, Entretien, 2009, FSW [Rue, Escort, Internet])

Les femmes qui ne considèrent pas que leur travail sexuel est préjudiciable, qui n'expérimentent pas de difficultés, ou qui ne veulent pas arrêter de vendre des services sexuels ne sont pas une source de considération pour les fournisseurs de services:

“si elles se sentent bien, et aiment être dans cette situation, très bien pour moi, je veux dire, le jour où elles n’aiment plus ça, elles peuvent venir vers moi. Donc je ne passe pas mon temps avec ce groupe de personnes.”

(Entretien, 2009, Coordinateur National contre la Traite et la Prostitution)

L'affirmation de l'Unité Prostitution de Stockholm que toutes leurs clientes ont subi des difficultés avec leur travail sexuel n'est peut être alors pas surprenante, étant donné qu'ils ne sont expressément pas concernés par les femmes qui “se sentent bien, et aiment être dans cette situation” :

“en Suède, nous sommes ici pour les personnes qui se sentent mal dans la prostitution”

(Entretien, 2009, Travailleur Social, Unité Prostitution de Stockholm)

Usage de drogues

La position de la Suède contre la réduction des risques est à noter également dans l'impact de la provision de services pour les usagers de drogues. Avec des niveaux élevés d'usage d'amphétamine et d'héroïne en intraveineuse notée par les répondants parmi les travailleuses du sexe travaillant dans la rue en Suède, les résultats de celle-ci impacteraient également ce groupe de travailleurs du sexe.

En termes d'échange de seringues, la réduction des risques est confondue avec un libéralisme des drogues, de la permissivité et la légalisation des drogues. Il n'y a que deux programmes d'échange de seringues nationalement, dans les villes de Malmö et Lund. Là où les initiatives de réduction des risques sont perçues comme un encouragement au travail sexuel, la provision de seringues est perçue comme un encouragement à l'usage de drogues :

“(ils pensent que) si les jeunes gens voient qu'ils peuvent avoir des seringues gratuitement, alors ils décident ‘oh, je vais commencer avec les drogues’
(Entretien, 2009, Coordinateur Svenskbrukarforeningen Stockholm)

Tout comme donner des préservatifs aux clients de travailleurs du sexe, donner des seringues aux usagers de drogues est perçu comme faciliter une activité qui est interdite :

“Pourquoi donner des seringues aux gens, et ce truc, c'est illégal d'en utiliser (drogues)?”
(Entretien, 2010, KRIS Retour des Criminels Dans la Société)

En plus d'un manque d'offre publique de seringues propres, il est aussi illégal pour les usagers de drogues d'acheter des seringues en pharmacies ou magasins. Les usagers de drogues rapportent acheter des seringues auprès des dealers de drogues, des seringues usagées auprès d'amis, ou au marché noir. Les gens utilisent et réutilisent leurs seringues pour de longues périodes, causant des dommages vasculaires et cosmétiques, ainsi que des infections.

“Je garde la mienne. Des mois et des mois et des mois, je crois pour des années parfois... Et on partage avec des amis. Il y a un marché noir pour seringues usagées en Suède... si on pouvait en acheter en pharmacie, alors l’absence de seringues ne serait pas aussi dévastateur”

(Entretien, 2009, Coordinateur Svenskbrukarforeningen Stockholm)

La police et les forces de sécurité & le système judiciaire

Là où les rapports gouvernementaux notent que la loi a été positive pour les travailleurs du sexe qui signalent des acheteurs de sexe à la police, certaines répondantes en fait ont ressenti qu’elles ne pouvaient placer que peu de confiance dans la police, ayant eu de mauvaises expériences avec elle dans le passé.

“Nous ne voulons pas être violées, nous ne voulons pas être battues, mais je pense que si on va vers la police et leur parle, ils vont seulement dire que c’est de notre faute”

(Anna, Entretien, 2010, FSW [Internet Escort; Ancienne Stripper; Ancienne Opératrice Téléphone])

En effet, cela a été précisément le cas pour une des répondantes :

“un policier ne prenait pas mon *anmälan* (dépôt de plainte) parce qu’il a dit ‘tu es une prostituée, et une prostituée ne peut être violée, parce que vous prenez l’argent’”

(Lisa, Entretien, 2009, FSW [Rue, Escort, Internet])

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

En dépit de l'apparente immunité des travailleurs du sexe contre un harcèlement autoritaire dans le contexte de la sexköpslagen, la loi a été utilisée directement pour déstabiliser le travail sexuel. Il a été noté que la police a signalé des travailleurs du sexe auprès d'hôtels ou endroits, où la travailleuse du sexe a été ensuite interdite de retour. Des rapports d'attaques verbales et physiques de travailleurs du sexe par la police ont également été rapportés. En dépit de certains cas de plaintes formelles déposées, et de procédures disciplinaires prises, le rapporteur national pour la traite et la prostitution de la Police Nationale n'était étonnamment au courant d'aucun harcèlement contre les travailleurs du sexe à Stockholm ou en Suède :

“Non. Certainement pas. Non. En fait, c'est la première fois que j'ai jamais entendu dire que cela pouvait effectivement être un problème... mais bien sûr il y a toujours, vous savez, il pourrait y avoir des policiers se comportant mal de temps en temps, mais cela ne pourrait être qu'une exception”

(Entretien, 2010, Police [Rapporteur National pour la Prostitution et la Traite])

Il y a des rapports supplémentaires prenant compte de 22 problèmes avec les autorités fiscales, où les travailleurs du sexe sont tenus de payer l'impôt, mais en sont parfois incapables :

“vous ne pouvez pas avoir une société où vous dites ‘J'aimerais payer mes impôts pour cette somme d'argent’, si vous ne dites pas (d'où est-ce qu'il est venu)... Donc ils n'ont pas, je veux dire ils n'ont pas résolu ça, et je ne pense pas que, on peut trouver une solution, parce que si vous utilisez, si vous commencez une société où votre argent provient de la prostitution, alors vous devez dire qui est votre acheteur”
(Entretien, 2010, Inger Segelström, Politicienne – Sociaux Démocrates; Ancienne Leader des Femmes Sociales Démocrates)

Les autorités fiscales et d'immigration peuvent travailler ensemble à déstabiliser le travail sexuel : une répondante, qui était travailleuse du sexe migrante d'un autre pays de l'UE, a été prise par les services d'immigration après avoir été informée par la police qu'elle était une victime de la traite. Lorsqu'il est devenu apparent qu'elle était en Suède volontairement, les autorités fiscales ont ensuite été impliquées, parce qu'elle n'avait pas payé d'impôts sur ses revenus du travail sexuel.

Envoyer un signal

Les discours entourant la législation peuvent alors être perçus comme ayant eu un impact sur la provision de services en termes de comportements, stigma et réduction des risques. En termes de différences mesurables que la loi a eues sur les niveaux de travail sexuel en Suède, les résultats sont loin d'être clairs. En raison de la nature clandestine du travail sexuel, mesurer les niveaux de cette population est difficile si jamais possible. Les allégations relatives à une diminution, ou les estimations quant à l'étendue du travail sexuel en Suède, sont notées comme n'étant pas fondées empiriquement :

“pour être capable de dire combien de personnes sont engagées dans le travail sexuel... au sein d'une période de temps particulière dans le pays dans son ensemble, bien sûr c'est une attente politique ordinaire mais n'a pas de sens pour n'importe qui avec un savoir basique de méthodologie scientifique”

(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Qu'un déplacement spatial de la rue vers l'intérieur ait eu lieu ou non n'est pas clair : certains répondants, chercheurs et universitaires, notamment Petra Östergren (2004) et Phil Hubbard *et al.* (2007), rapportent un 'changement d'espace' (*ibid*) résultant du sexköpslagen. Cependant, d'autres répondants impliqués dans les tournées de sensibilisation de rue et dans le travail de charité avant la législation notent que les niveaux de travail sexuel de rue sont demeurés relativement statiques. Fait intéressant, la loi contre l'achat de sexe est définie comme d'ordre public, et non comme violence ou attaque comme le discours le suggérerait, où : “le féminisme radical est aujourd'hui seulement un cadre pour l'opposition à la prostitution” (Interview, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre) avec une législation qui est alors sans doute utilisée pour déstabiliser et déplacer le travail sexuel. L'adoption par la Norvège de la législation suédoise semble clarifier cela dans une certaine mesure, avec l'intention expresse d'utiliser la loi pour déplacer les travailleuses du sexe migrantes nigérianes du centre d'Oslo :

“quand ces femmes se sont attaquées aux hommes norvégiens, c’était juste trop. Et c’est quand ils ont commencé à regarder la législation suédoise”

(Entretien, 2010, Inger Segelström, Politicienne – Sociaux Démocrates; Ancienne Leader des Femmes Sociales Démocrates)

Historiquement, les lois sur le vagabondage de la Suède et la stérilisation généralisée ont été utilisées jusqu’en 1980 et 1976 respectivement, pour contrôler le travail sexuel à travers la Suède (voir Svanström 2006) et la législation sur les maladies vénériennes était (voir Blom 2006; Blom 2007; Lundberg 2006) et est (voir Baldwin 2005; Henriksson and Ytterberg 1992; Kirp and Bayer 1992) utilisée pour incarcérer et contrôler les travailleurs du sexe. La législation sexköpslagen peut donc être vue dans un contexte plus large de l’ingénierie sociale, essayant de créer un Folkhemmet suédois, une Maison du Peuple, libre de groupes perçus comme étant déviants et perturbateurs.

Conclusions

Donc pour résumer, il semble que lorsque des lois ont été introduites dans le cadre d’un effort pour créer une Suède libre de travail sexuel, il n’y a eu aucune preuve démontrant que les niveaux ont déclinés. En dépit du fait qu’on ne peut dire que le travail sexuel ait diminué, les lois sont défendues comme un succès et exportées vers d’autres États.

“le but premier de la loi que le gouvernement a rempli... depuis le début (son intention) que la loi devait être exportée à d’autres pays... indépendamment du fait que la base des connaissances était si pauvre, je veux dire (la preuve) empirique était très pauvre, très faible”

(Entretien, 2010, Conseiller Principal Concernant la Prostitution – Bureau National de la Santé et du Bien Etre)

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Les résultats mesurables des lois semblent perturbés, avec des discours alimentant négativement la prestation de services et une attention d'autorité, et les discours et la législation en Suède servant à pathologiser et stigmatiser davantage des groupes déjà vulnérables. L'inclusion de tels groupes marginalisés dans l'évaluation et le processus politique semble être de grande importance, au moment où ces groupes auxquels la législation se rapporte continuent d'être exclus et invisibilisés du débat public.

“il n’y a jamais eu personne qui a demandé aux vendeurs ce qu’ils pensent... Mais nous ne faisons pas ça en Suède. Nous supposons”

“parlez aux gens qui vendent du sexe. Parlez leur. Parce que cela n’arrive jamais en Suède”

(Entretien, 2010, Travailleur Social, Unité Prostitution de Malmö KAST)

Bibliographie

Baldwin, P., 2005, *Disease and Democracy – The Industrialized World Faces AIDS* (London: University of California Press)

Blom, I., 2006, Fighting Venereal Diseases: Scandinavian Legislation c.1800 to c.1950. *Medical History* 50: 209–234

Blom, I., 2007, Contagion and Cultural Perceptions of Accepted Behaviour - Tuberculosis and Venereal Diseases in Scandinavia c.1900–c.1950. *Hygiea Internationalis* 6, 2: 121-133

Henriksson, B., and Ytterberg, H., 1992, Sweden: The Power of the Moral(istic) Left, in *AIDS in the Industrialized Democracies – Passions, Politics and Policies*, ed. Kirp, D. L., and Bayer, R.: 317-338 (New Brunswick: Rutgers University Press)

Hubbard, P., 2004, Cleansing the Metropolis: Sex Work and the Politics of Zero Tolerance. *Urban Studies* 41: 1687–1702

Hubbard, P., Matthews, R., Scoular, J., 2007, *Regulating the Spaces of Sex Work in the EU - Regulation of sex work in Sweden* (Loughborough: University of Loughborough)

Kirp, D. L., and Bayer, R., 1992, Introduction – An Epidemic in Political and Policy Perspective, in *AIDS in the Industrialized Democracies – Passions, Politics and Policies*, ed. Kirp, D. L., and Bayer, R.: 1-6 (New Brunswick: Rutgers University Press)

Lundberg, A., 2006, Legislation on venereal disease. *Lex Veneris* 1919-1945. *Sven Med Tidskr* 10, 1: 125-44

O’Connell Davidson, J., 1995, The Anatomy of ‘Free Choice’ Prostitution. *Gender, Work & Organization* 2,1: 1-10

Jay Levy, Cambridge University
jl390@cam.ac.uk

Östergren, P., 2004, *Sexworkers Critique of Swedish Prostitution Policy* Accessed 04.01.2008

<http://www.petraostergren.com/content/view/44/67/>

Svanström, Y., 2004, Criminalising the john – a Swedish gender model? in *The Politics of Prostitution – Women's Movements, Democratic States and the Globalisation of Sex Commerce*, ed. Outshoorn, J.: 225-244 (Cambridge: Cambridge University Press)

Svanström, Y., 2006, *Prostitution as Vagrancy: Sweden 1923-1964*, *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*, 7:2, 142 – 163

Weitzer, R., 2005, Flawed Theory and Method in Studies of Prostitution. *Violence Against Women*: 11, 7: 934-949